

Jean LAUNAY – Candidat Parti Socialiste (46)

2^{ème} circonscription



Fédération régionale des Associations de protection de la Nature et de l'environnement



**Questionnaire à destination des candidats aux Elections
Législatives de 2012, relatif à l'Appel des 3000 :**

Nous vous sollicitons sur des problématiques environnementales en tant que candidat(e) aux élections législatives en Région Midi-Pyrénées. Nous vous invitons à développer votre réponse si vous le souhaitez.

- 1) En mars 2011, l'accident nucléaire de Fukushima a provoqué de nombreuses réactions et a remis en cause la fiabilité des installations nucléaires de notre pays (traitement des déchets, ancienneté des centrales françaises...). Quelle est votre **position sur le nucléaire civil** sachant qu'une centrale est située à Golfech, dans le département de Tarn et Garonne ?

« Diminution de la part du nucléaire de 80 à 50 % d'ici 2020-2030. Problème du traitement des déchets et recyclage des centrales existantes. »

- 2) Soutiendrez-vous par exemple, le **développement des énergies renouvelables** pour pouvoir diminuer la production d'électricité d'origine nucléaire et ainsi, **sortir du nucléaire entre 2030 et 2035 ?**

OUI

NON

Si oui, comment en tant que législateur ou dans votre circonscription ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. Réduction de notre consommation d'énergie + développement éolien (dont le démontage est facile et maîtrisé), biomasse, Taxe Carbone incluant électricité et carburant de l'aviation (Contribution Climat Energie). »

- 3) Dans la mesure où les ressources en énergies fossiles (gaz, pétrole...) diminuent considérablement et qu'au contraire, la demande des ménages et des industries explose, quel(s) dispositif(s) seriez-vous prêt(e) à mettre en place pour que votre circonscription s'engage dans une **démarche de transition énergétique ?**

-Développer éoliennes individuelles (Problème : le réseau qui ne permet pas de récupérer l'énergie)

-La méthanisation agricole et/ou industrielle

- 4) Serez-vous prêt par exemple, à soutenir la **création d'un fond d'efficacité énergétique** pour financer la rénovation énergétique des bâtiments, indispensable étape pour l'indépendance énergétique de la France ? Des retombées très positives y compris en emplois concerneraient divers territoires de notre région.

OUI

NON

Si oui, pourquoi ?

« Oui. Aides massives à la rénovation thermique des logements sociaux et à l'amélioration de l'habitat + lutte contre la précarité énergétique des ménages pauvres. »

- 5) Etes-vous par exemple, favorable à la mise en place d'une **réforme fiscale** qui, en mettant en œuvre le **principe du « pollueur payeur »**, permettrait de dégager des fonds pour amorcer la transition écologique de l'économie sans pour autant solliciter le budget de l'Etat ?

OUI

NON

Si oui, comment l'imaginez-vous ?

« Oui. Mise en place de la Contribution Climat Energie + baisse de la TVA sur écoproduits. »

- 6) Face à la hausse des prix du carburant, aux impacts environnementaux et sanitaires des transports, le réel défi est de trouver des alternatives à l'utilisation des véhicules motorisés individuels utilisés en solo. De quelle façon inciteriez-vous les citoyens de votre circonscription à utiliser des **moyens de transport plus respectueux de l'environnement et plus économiques** et plus largement, à faire évoluer leur mobilité ?

« Transports publics en ville permettant à tous les habitants de se déplacer (école-courses-loisirs), transports gratuits ou cartes d'abonnement. Développement des infrastructures « transports propres » urbains, interurbains et régionaux, véhicules multimodaux. »

- 7) Les avis divergent concernant une éventuelle **exploitation des gaz et huiles de schiste**. Certains y voient un marché potentiel (exportations, création d'emplois...) tandis que d'autres dénoncent les effets néfastes d'une telle exploitation sur l'environnement (facture hydraulique, pollution des nappes phréatiques...). Certaines zones de Midi-Pyrénées sont directement concernées. En tant que candidat(e) aux législatives, êtes-vous favorable à l'exploitation du gaz de schiste ?

OUI

NON

Si vous êtes favorable, pourquoi ?

Si vous n'êtes pas favorable, que ferez-vous en tant que législateur si vous êtes élu(e) ?

« Non. Annuler les permis d'exploitation notamment celui de « Cahors » signé par Jean-Louis Borloo. »

- 8) Encouragerez-vous les agriculteurs à se diriger vers une agriculture de qualité, en aidant à **convertir 20% de la surface agricole en bio d'ici 2020 et en réduisant d'environ 50% l'usage des pesticides d'ici 2018** ?

OUI

NON

Si oui, quelles mesures concrètes seriez-vous prêt(e) à soutenir dans votre circonscription ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. Soutien par des crédits budgétaires à l'agriculture bio logique et respectueuse de l'environnement, créatrice d'emplois non délocalisables, afin de permettre à tous de bien manger. C'est un véritable enjeu de justice et de cohésion sociale. »

- 9) Soutiendrez-vous **l'objectif de zéro artificialisation nette du territoire en 2025**, pour enrayer la perte de la biodiversité et le gaspillage des espaces naturels, agricoles et forestiers ? En Midi-Pyrénées, cela concerne principalement l'aire urbaine toulousaine mais certains projets d'infrastructure linéaire, notamment s'ils se concrétisent, participeront eux aussi à l'augmentation de l'artificialisation.

OUI

NON

Si oui, comment ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. Pas de nouvelles autoroutes. Plus de trains desservant les villes périphériques des grandes villes mais aussi meilleures liaisons entre les petites villes et Toulouse notamment. »

10) La **Trame Verte et Bleue** est une mesure issue du Grenelle de l'Environnement qui vise à **aménager le territoire de façon cohérente avec l'écosystème** présent (espèces animales et végétales). Soutiendrez-vous **la mise en œuvre réelle de cette Trame** dans le pays et en particulier dans votre circonscription ?

OUI

NON

Si oui, quelle action vous paraît prioritaire pour la mise en œuvre ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. S'adosser sur nos deux rivières majeures traversant le département : le Lot et la Dordogne. »

11) Soutiendrez-vous **une réforme de la fiscalité** pour encourager le **développement de l'économie de proximité et des circuits courts** (industrie, agriculture...) ? Globalement, Midi-Pyrénées a un conséquent déficit entre les flux de marchandises entrant et sortant de la région, elle est très fortement « importatrice », ce qui nuit à l'économie régionale et renchérit le coût du transport du fret diminuant la compétitivité de ses acteurs économiques.

OUI

NON

Si oui, en quoi cela vous semble important ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. L'impôt permet d'organiser la solidarité sur le territoire : créer des agences régionales de transport plutôt que de juxtaposer des politiques routières, ferroviaires etc... qui coordonneraient, gèreraient des interconnexions. »

12) Etes-vous favorable au développement d'un **programme d'éducation populaire à la consommation responsable et à la préservation de la nature et de l'environnement** afin notamment d'offrir des débouchés à ces entreprises de proximité et pour que le plus grand nombre de citoyens deviennent des « consom'acteurs » ?

OUI

NON

Si oui, quelles mesures vous paraissent prioritaires ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. Préparer l'avenir de nos enfants tout en prenant en compte les enjeux des crises auxquelles nous devons faire face : créer des emplois « verts », inciter au recyclage, à l'entretien et à la régénération des espaces naturels. »

- 13) Le **partage de l'eau** est l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle et la région Midi-Pyrénées connaît d'importants déficits en eau en raison des faibles précipitations de cet hiver. Quelle(s) mesure(s) prendrez-vous pour **répondre aux besoins en eau des professionnels et des particuliers** en perturbant le moins possible le rythme de régénération des nappes phréatiques ?

« Limiter les recours à l'irrigation + interconnexion des réseaux publics d'alimentation en eau potable. »

- 14) Soutiendrez-vous **l'adoption d'une feuille de route « Océans »** dans le cadre de Rio+20 pour **encadrer les activités humaines ayant des impacts sur la biodiversité** notamment en haute mer ? En effet, en l'état actuel du droit international, la grande majorité des formes de la biodiversité planétaire ne relève d'aucun cadre de protection spécifique ; c'est donc un enjeu qui nous concerne tous.

OUI

NON

« Soutenir la Recherche et accélérer les cycles de développement de produits et services moins consommateurs de ressources naturelles et rejetant moins d'effluents. »

- 15) Etes-vous favorable à **la création d'un statut pour les bénévoles associatifs** afin de permettre un dialogue environnemental réel et équitable ainsi qu'un réseau associatif riche et vivant, aux différentes échelles territoriales ?

OUI

NON

« Oui pour la 2^{ème} partie de la proposition et non pour la première. »

